

Le Salasse

Peuple Premier du Val D'Aoste

Numéro 125

2 janvier 2007

Parfait JANS –Lillianes

Courriel : parfait.jans@wanadoo.fr

site Internet : <http://www.jans-aoste.org>

PREPARER 2008

Notre bulletin s'est déjà exprimé sur deux points très importants touchant à la loi électorale qui devrait être votée en vue des élections régionales de 2008.

Une première fois (N° 52) en suggérant d'adopter un seul vote préférentiel -voire deux au maximum- et en démontant l'odieux système des trois préférences liées à la politique clientéliste implantée dans notre région depuis les années quatre-vingt. Une pratique qui a fait beaucoup de mal à la démocratie et qui doit disparaître à jamais de notre Vallée.

Une deuxième fois (N° 121) concernant la place des femmes sur les listes électorales. Nous nous sommes prononcés pour la parité, avec des suggestions pour combattre les tricheries possibles et des propositions de sanctions contre ceux qui essaieraient de contourner la loi électorale.

Ces deux mesures doivent être complétées, non par la loi, mais par le bon sens civique et par un comportement constructif de la part des organisations politiques et des conseillers régionaux sortants. Tous doivent réfléchir et créer les conditions pour aboutir à un profond renouvellement et au rajeunissement du conseil régional.

Bon nombre de nos conseillers régionaux -citoyens que nous respectons pour la plupart- ont fait montre, au cours de ce mandat, d'hésitations coupables lors de votes non primordiaux et ont, en revanche, accepté sans broncher des directives destructrices venant d'organismes non habilités à diriger les groupes du Conseil régional.

Or, s'il semble tout à fait normal que les organismes politiques choisissent leur programme, mettent sur pied leur liste de candidats qui seront soumis au vote des électeurs et encore, veillent aux choix fondamentaux de leurs conseillers élus, il devient intolérable que les dits organismes s'immiscent dans le travail des conseillers et de leurs groupes respectifs.

Une fois élu, le conseiller régional doit, avant tout, un respect absolu aux électeurs qui l'ont mandaté à ce poste et nul dirigeant n'a le droit, en fonction des ses intérêts personnels, de bouleverser le bon fonctionnement des groupes du conseil lui-même et de précipiter la Région entière dans une crise profonde, et pourtant cela s'est produit. De ce point de vue, des faiblesses évidentes sont apparues aussi bien au niveau de la Présidence du Conseil qui aurait dû protéger le travail des conseillers, qu'au niveau des groupes, particulièrement du groupe de l'Union Valdôtaine.

Le temps de démissionner un président sans explications valables et de privilégier ensuite un sénateur battu par le vote du peuple, en lui offrant la présidence de la plus grande entreprise de la région, relève de la toute petite politique. Ce temps-là est révolu.

Le temps de placer un fiston ou un « nipote » dans l'appareil politico administratif, et encore, celui d'un président du gouvernement régional s'impliquant dans une campagne électorale sans subir la moindre sanction et surtout sans avoir la grandeur morale de démissionner après son échec, ressemble à ce qui se passe actuellement dans certaines républiques caucasiennes.

Ces manœuvres datent d'hier et d'avant-hier et ne correspondent plus aux nécessités actuelles. Cette politique mesquine, hors de notre temps, est le résultat du laisser-aller d'élus peu enclins à défendre leur mission et la juste place du Conseil régional dans notre Vallée.

Notre souhait d'une refonte profonde de l'environnement autonomiste et fédéraliste valdôtain n'a absolument rien à voir avec le mot d'ordre des années passées : « sortez les sortants » ! Ici la question est autre : la génération qui tenait le haut du pavé dans l'immédiat après guerre et celle qui a suivi, ont assumé leurs responsabilités. Les élus régionaux en place depuis des années (partis et mouvements confondus) grands animateurs et débatteurs du temps de la politique

conventionnelle et de la guerre froide, sont englués dans ce système. Ils ont, certes, fait les beaux jours de la démocratie occidentale, là réside leur mérite, mais ils se montrent, aujourd'hui, absolument incapables d'une réflexion approfondie, et ne savent comment engager le combat contre la politique mondialiste, dite libérale ou, pour le moins contre ses effets.

En cette époque tourmentée que nous traversons, nous avons besoin d'hommes et de femmes d'une autre trempe. Nous sommes certains d'en trouver de fort capables et en nombre rassurant parmi les intellectuels, les syndics, les responsables d'association, les syndicalistes, les animateurs de comités, les dirigeants des coopératives... Notre Etat intramontain ne manque pas de ressources, il suffit de gratter au bon endroit et de faire confiance.

Telle est la raison qui nous incite à avancer ce troisième volet de la démocratisation des élections en Vallée. Nous prenons une position claire et déterminée pour un rajeunissement et un renouvellement sérieux du Conseil de la Vallée.

Mais la nécessité de changement et de renouvellement repose avant tout sur l'urgence d'avoir un Conseil régional capable de s'opposer à la malfaisance du libéralisme à l'échelle de la planète, car ce mal s'installe à une vitesse prodigieuse et avec une agressivité rarement connue.

Le mondialisme libéral applique une politique destructrice des outils de production, des garanties sociales et des droits acquis de haute lutte, au seul profit des affairistes et des fonds d'investissement qui sévissent sans contrôle partout dans le monde.

La grande finance, les banques, les grandes entreprises, organisées au niveau international, se moquent éperdument des peuples. Devenues plus puissantes que les Etats eux-mêmes, elles décident de tout, des délocalisations, des échanges commerciaux, des marges bénéficiaires, sans tenir compte des conditions de vie et de travail des peuples exploités. Sous leur pression, des entreprises ferment leurs portes ici, chez nous, pendant que la surexploitation atteint des peuples non protégés par des mesures sociales indispensables.

Ils jouent la concurrence entre les peuples pour remplir leurs coffres-forts !

Notre Vallée, considérée zone insuffisamment productive de profits par ces fauves du capitalisme sauvage, finira par subir un choc terrible si nous ne savons pas nous préserver de cette mondialisation-là. Pour cela nous devons nous doter d'un Conseil régional qui comprenne la situation et agisse sans attendre que les lauses nous tombent sur la tête.

L'alternative d'un monde social et démocratique ne deviendra véritablement efficace qu'à la suite d'un combat de titans contre la mondialisation libérale actuelle. Des courants de sensibilités différentes se forment un peu partout dans le monde pour s'opposer à ce fléau qui se croit invincible, mais leur représentativité et leur nombre doivent encore se développer.

Or les élus et le personnel politique en général et les élus et le personnel politique de notre région, en particulier, ne se sont pas montrés en mesure de mener une réflexion sur ces questions importantes et encore moins de s'associer au combat indispensable contre ce déchaînement.

Ce personnel politique doit prendre conscience du danger et laisser la place à une nouvelle génération qui vit sur le terrain et tête quotidiennement le lait amer de ce fléau.

Nous devons élire des jeunes, des femmes et des hommes nouveaux voyant clairement la situation actuelle et qui ne tarderont pas à s'aguerrir pour défendre notre autonomie. Notre fédéralisme et notre régionalisme sont autant de particularismes voués à un enterrement de première classe si nous ne sommes pas capables d'agir dans la mouvance des hommes et des femmes de différentes opinions qui, partout dans le monde, se lèvent pour donner son essor à un mondialisme démocratique et social.

Les pays d'Amérique latine dans leur diversité, nous donnent un bel exemple à ce sujet en s'opposant à la mondialisation libérale y compris là où existe ce pétrole tant convoité par les requins de la finance.

En conclusion, les partis et mouvements qui appelleront les électeurs valdôtains à « renouveler » leur confiance aux élus sortants, quel que soit leur bord politique, seront des partis ou mouvements voués à l'inaction. Les « réélus » ne seront pas aptes à servir les intérêts du peuple valdôtain. Au mieux, ils essaieront, mais l'expérience actuelle nous a profondément déçus. Franchement, nous avons besoin d'élus bien plus clairvoyants et bien plus combattifs.

Ne seront crédibles dans la campagne électorale de 2008 que les mouvements autonomistes et fédéralistes qui auront soutenu la réforme des votes préférentiels, appliqué la parité hommes/femmes sur les listes électorales, et qui se seront attelés sérieusement à la constitution d'une liste de candidates et de candidats propre à donner au Conseil de Vallée un nouveau visage.

Pour notre compte, nous apporterons notre soutien à tous les autonomistes et fédéralistes qui se seront montrés ouverts aux réformes concernant la démocratie en Vallée et qui seront décidés à préserver, voire améliorer, le niveau de vie et la protection sociale des Valdôtains.

Début janvier 2007

Parfait JANS

Régionales de 2008.

A l'intention de qui souhaite entrer en compétition :

Le peuple valdotain n'est pas sans contradictions.
Il connaît même les dissensions et les dissidences.
Divers mouvements représentent ces et ses nuances,
Mais une idée le tient aux tripes :

Il est et demeure autonomiste.

Gare à celui qui oserait toucher à sa Région !

A l'intention de qui se croit indispensable.

Le peuple valdôtain n'a pas besoin d'un condottiere.
Il n'a pas besoin de discoureurs au verbiage trompeur.
Il n'aime pas être piégé par des faveurs douteuses.
Il est honnête et exige qu'on le soit à son égard.

A l'intention des vainqueurs d'avril :

Lorsque le but est atteint, le peuple tend au repos.
Et le repos lui ôte une bonne part de sa vigilance.
Il faut le préserver de toute démobilisation.
Là est le rôle de ceux à qui les électeurs ont fait confiance.
Faute de quoi, la partie adverse se reprend et revient au galop.

A l'intention de qui pense effacer avril :

Croire possible de calquer l'avant avril sur le présent
Comme si ce mois frondeur n'avait pas existé, est une erreur.
Pour obtenir le résultat d'avril, deux éléments devaient se conjuguer :
Le besoin de **changement** et le **moment**.

L'exigence d'un changement existait.

Le moment était au rendez-vous.

Et puisque l'Union Valdôtaine se montre aussi immuable qu'hier,
Tout peut se reproduire : l'exigence et le moment.

Frères valdôtains soyez vigilants !

P.J.

NOTRE PETITE PATRIE ET NOS NATIONALITES

Nous naissons et mourrons Valdôtains. Cela est vrai pour ceux d'entre nous qui voient le jour au pays de père et mère ou de père ou de mère valdôtains, mais c'est aussi la réalité pour ceux qui viennent au monde dans les mêmes conditions, hors de la Vallée.

Les enfants nés au pays acquerront la nationalité italienne et ceux nés hors de notre Vallée deviendront des citoyens du pays où leurs parents ont émigré, sans jamais perdre leur identité valdôtaine.

Aucun d'entre eux n'est en mesure de certifier qu'il mourra avec sa carte d'identité actuelle dans la poche, non seulement à cause des vicissitudes de la vie, mais surtout, du fait des engagements adoptés par leur pays pour créer une Communauté européenne.

En effet, le 25 mars 1957, réunis à Rome, les représentants de six pays, Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, ont jeté les bases de l'Union européenne. Et depuis, une vingtaine d'autres pays sont entrés dans cette communauté.

Certes, le mot « Communauté » laisse entendre que chaque pays conservera sa culture et ses traditions, mais à la fin, lorsque le tapis rouge sera complètement déroulé, qu'en sera-t-il de leurs différentes nationalités ? Les Etats-Unis sont là pour nous rappeler que des Etats aussi différents et aussi éloignés que la Californie, la Floride ou le Dakota, tout en ayant leurs particularismes, vivent sous un même drapeau, leurs citoyens sont dotés du même passeport et se retrouvent sous les mêmes couleurs lors des manifestations sportives internationales.

L'Europe n'échappera pas à ce phénomène. La subsidiarité jouera encore quelques années. Tous les Etats de l'Europe actuelle conserveront leurs particularismes.

Cependant, il est désormais acquis que les drapeaux nationaux seront supprimés à plus ou moins longue échéance et remplacés par le drapeau « Bleu étoilé » de l'Europe. Cette mutation se fera progressivement, lentement, pour ne pas blesser les sentiments patriotiques, mais elle se fera. Déjà le drapeau « Bleu étoilé » accompagne la plupart des drapeaux nationaux. Demain, le drapeau européen sera le seul à représenter la Communauté européenne. Les monnaies n'ont pas échappé à cette transformation. Il en sera de même pour les hymnes nationaux. Certes, ils seront maintenus encore un temps, peut-être même longtemps, mais l'hymne européen : « l'Ode à la joie » de Beethoven, prendra plus souvent le pas sur les hymnes nationaux, jusqu'à les remplacer.

Faut-il s'alarmer devant ces perspectives ?

Absolument pas, car, si nos cartes d'identité sont appelées à disparaître, personne ne pourra jamais nous retirer notre naissance valdôtaine.

Avant 1861, quelle était la nationalité des Valdôtains ? Nulle nationalité ne leur était imposée par le duché de Savoie et pas plus, lorsque fut constitué le royaume sarde piémontais. Ils étaient tout simplement des Valdôtains, citoyens habitant l'un des Etats du royaume : le Val d'Aoste, sans plus.

Les Valdôtains utilisaient alors fréquemment le terme de « Petite Patrie » en parlant de leur Pays, d'autres avançaient une définition plus scientifique, celle d'un « Etat intramontain », mais il ne venait à personne l'idée de se proclamer de nationalité italienne qui d'ailleurs n'existait pas encore.

L'Italie est éternelle, Rome est éternelle, et pourtant la nationalité italienne est relativement récente, et avant qu'elle ne soit devenue une nécessité à partir d'une décision de Cavour et autre tête couronnée qui lancèrent cette formule approchante : « Nous avons unifié l'Italie, il nous reste à former les Italiens », chaque habitant de cette Italie éternelle, était Piémontais, Sarde, Vénitien, Lombard, Toscan, Sicilien, Florentin... car ils étaient nés ainsi. Ce n'est que par la suite, après l'unité de l'Italie que leur fut attribuée la nationalité italienne.

Etre Italien, Espagnol, Français, Allemand ou Grec..., est un honneur et une boussole qui guide les pas de millions de citoyens et nul ne peut s'en étonner. Cependant, compte tenu des engagements de leur pays en faveur de l'Europe, ces citoyens doivent savoir **qui ils sont**, bien sûr, mais plus que jamais, ils doivent se souvenir **d'où ils viennent** et réfléchir **où ils vont**.

Né Valdôtain, avec une carte d'identité sous mon oreiller, je dois me préparer à devenir un Européen valdôtain.

C'est ainsi que l'on se rend compte combien sont futiles tous ces arguments nationalistes opposés aux Valdôtains qui défendent leur autonomie et leur patrimoine. Des combats d'arrière-garde perdus d'avance.

Oui, une seule certitude : nous naissons Valdôtains. Pensez-y vous qui vous intéressez à la vie.